

Novembre 2024

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME / TPE

BAROMÈTRE TRIMESTRIEL

FOCUS

INCERTITUDE EN TERMES DE POLITIQUE
ÉCONOMIQUE ET FISCALITE

PRINCIPAUX RÉSULTATS



TRÉSORERIE

En perdant 5 points, le solde d'opinion des dirigeants de PME / TPE sur l'évolution récente de la trésorerie de leur entreprise s'est vivement dégradé ce trimestre.

Les dirigeants révisent également à nouveau à la baisse leurs perspectives d'évolution de la trésorerie. Après une baisse de 7 points dans l'enquête réalisée en août, le solde d'opinions perd à nouveau 5 points en octobre.

Au total, les dirigeants de PME/TPE jugent que la situation de la trésorerie de leur entreprise s'érode.



INVESTISSEMENT

Les intentions d'investissement confirment le ralentissement attendu en 2024. 43 % des dirigeants ont investi ou comptent investir cette année, une proportion en baisse sur le trimestre (-3 points) comme sur un an (52 % prévoyaient des investissements pour 2023 il y a un an).

Les motivations d'un investissement en perte de vitesse répondent moins que par le passé à un objectif d'extension de capacité de production, de vente ou d'accueil et un peu plus à un objectif de mise aux normes. L'investissement reste toutefois motivé en premier lieu par un objectif de renouvellement et de modernisation des installations. Le motif environnemental se stabilise après sa chute observée dans l'enquête précédente.



ACCÈS AU CREDIT

La part de dirigeants de PME / TPE rencontrant des difficultés d'accès au crédit s'oriente à la hausse en ce qui concerne le financement de l'exploitation courante (21 % des dirigeants ayant recours au financement de court terme déclarent avoir rencontré des difficultés pour y accéder).

Les difficultés d'accès au crédit d'investissement se maintiennent à bas niveau, 15 % des dirigeants en ayant sollicité un ayant rencontré des difficultés pour l'obtenir.

PRINCIPAUX RÉSULTATS



FREINS À LA CROISSANCE

Les freins à l'activité penchent désormais franchement vers le versant de la demande, beaucoup plus que vers des contraintes d'offre, qu'elles tiennent aux contraintes sur les recrutements ou à la taille de l'outil de production.

Les inquiétudes relatives à la demande (actuelle ou future) sont citées par 60 % des dirigeants comme un frein à l'activité, une proportion inédite dans l'enquête, hors période Covid. Les difficultés de recrutement le sont par 44 % d'entre eux, ce qui en fait la plus faible proportion relevée depuis 2018, hors Covid là aussi.

Avec la détente de l'inflation, les coûts et prix trop élevés sont moins fréquemment perçus comme un frein à la croissance. Avec la modération de l'investissement, c'est également le cas du niveau des fonds propres.

Les tensions sur les approvisionnements (prix, délais de livraison, etc.) interrompent leur baisse. 48 % des dirigeants déclarent y être confrontés, une proportion en hausse de 5 points.



FOCUS INCERTITUDE POLITIQUE ET FISCALITÉ

56 % des dirigeants de PME / TPE estiment que le climat d'incertitude en termes de politique économique exerce un impact négatif fort sur leur activité. Ils sont respectivement 45 et 35 % à avoir reporté ou envisagé de reporter leurs projets d'investissement et/ou d'embauches. 21 et 19 % d'entre eux envisagent de les annuler. Seule une minorité envisage de les maintenir.

Les trois quarts des PME/TPE ne constatent pas de baisse de leurs taux de prélèvements fiscaux et sociaux depuis 10 ans. Un tiers constatent même une forte hausse. Seules 14 % d'entre elles rapportent une baisse. Les PME d'au moins 10 salariés sont un peu plus nombreuses que les TPE à constater une baisse (19 % contre 13 %).

La baisse de l'impôt sur les sociétés et l'extension des allègements de cotisations sociales employeur jusqu'à 2,5 SMIC sont jugées comme les principales mesures fiscales les plus bénéfiques de ces dernières années, citées comme telles par respectivement 43 % et 42 % des PME/TPE. L'extension des allègements de charge est davantage citée par les PME/TPE industrielles (53 % d'entre elles, loin devant la baisse de l'IS – 41 %). Elles sont également plus nombreuses à citer la baisse de la taxe foncière et de la CFE sur les locaux industriels comme l'une des principales mesures bénéfiques à leur développement (16 % contre 9 % en moyenne).

Les dirigeants de PME/TPE identifient en premier l'impôt sur les sociétés (46 %) puis les cotisations employeurs entre 1,2 et 2 SMIC (41 %) comme les prélèvements pour lesquels une éventuelle hausse serait la plus pénalisante pour leur entreprise. Les PME/TPE de l'industrie seraient davantage pénalisées par une hausse des cotisations entre 1,2 et 2 SMIC (51 % d'entre elles).

SOMMAIRE

- 1. RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE**
- 2. FOCUS - INCERTITUDE POLITIQUE, FISCALITÉ**
- 3. MÉTHODOLOGIE**
- 4. BPIFRANCE LE LAB, REXECODE**



1

RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

TRÉSORERIE



Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ?

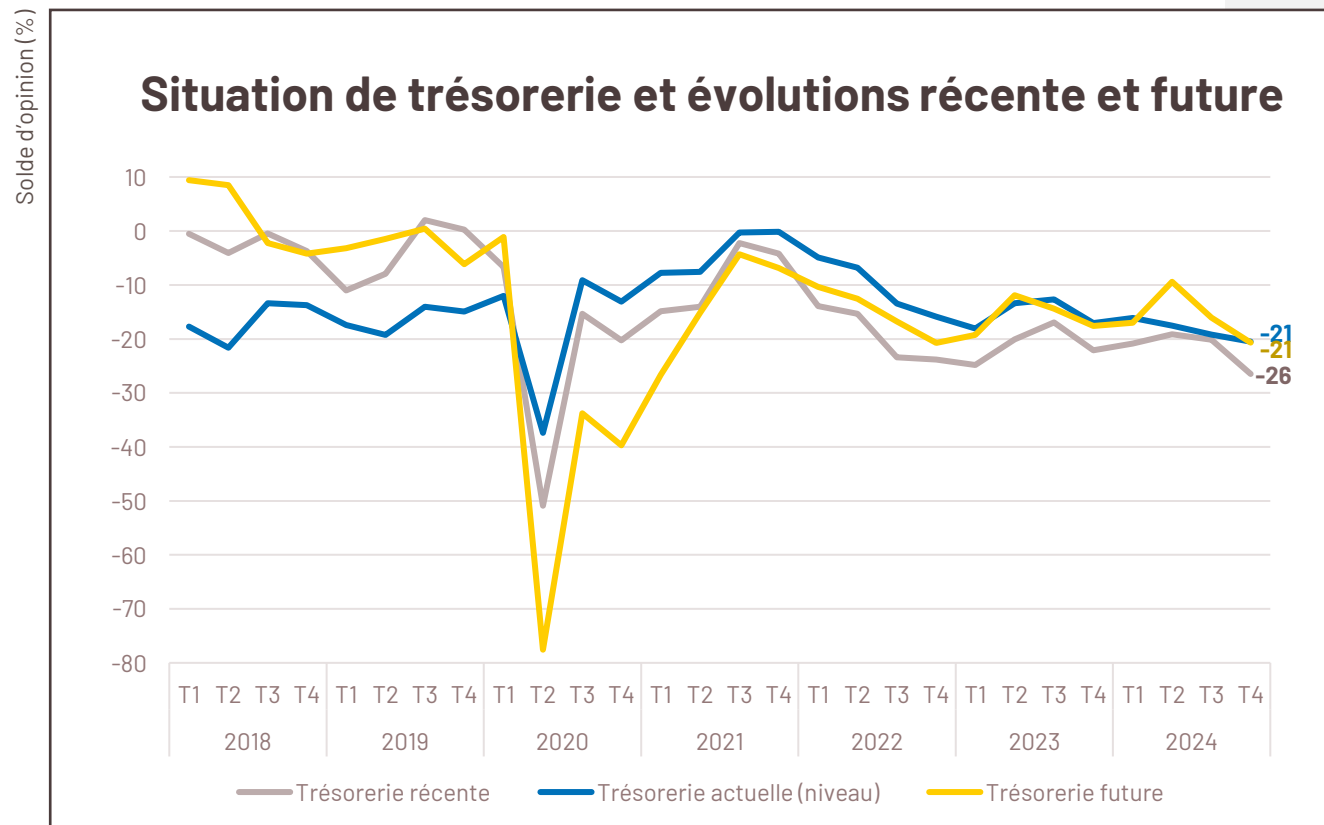
- En amélioration
- Stable
- En dégradation

Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ?

- Aisée
- Normale
- Difficile

Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ?

- En amélioration
- Stable
- En dégradation



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Le solde d'opinion des dirigeants de PME / TPE sur l'évolution récente de la trésorerie de leur entreprise s'est vivement dégradé ce trimestre. En baisse de 6 points par rapport à l'enquête conduite fin août (à -26), il affiche son plus bas niveau jamais relevé, hors période Covid. 9 % des dirigeants font part d'une amélioration de leur trésorerie, soit la plus faible proportion relevée depuis le lancement de l'enquête, hors printemps 2020, et 36 % d'une dégradation (+4 points), ce qui est là aussi un record.

En comparaison, le jugement moyen sur la situation actuelle de trésorerie des PME / TPE ne fait « que » s'éroder. Le solde d'opinion perd 2 points à -21. Il s'éloigne là encore par le bas de son niveau moyen historique (-13). 33 % des dirigeants de PME/TPE jugent leur trésorerie difficile (+1 point).

Les dirigeants se montrent également plus pessimistes qu'en août dernier s'agissant de l'évolution anticipée de leur trésorerie. Le solde d'opinion sur les perspectives de trésorerie à trois mois perd à nouveau 5 points (à -21) et s'éloigne de son niveau moyen historique (-14 sur 2018-2023). 30 % des dirigeants anticipent une dégradation de leur trésorerie à court terme (+3 points) et 10 % anticipent une amélioration (-1 point).

DÉLAIS DE PAIEMENT

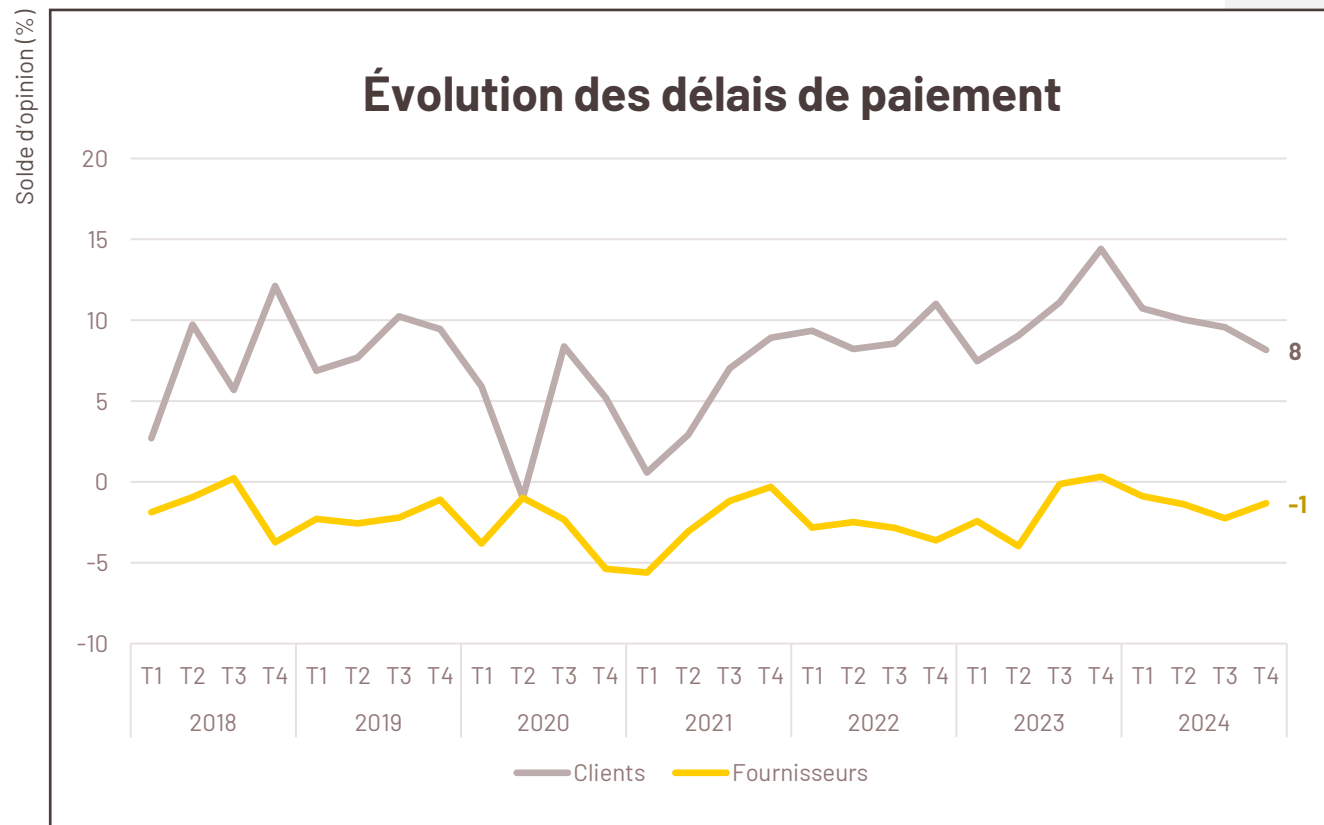


Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?

- En augmentation
- Stables
- En recul

Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?

- En augmentation
- Stables
- En recul



Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Le solde d'opinion relatif aux délais de paiement des clients s'érode à nouveau légèrement après le point haut atteint fin 2023. À +8, il rejoint son niveau moyen historique (+8 sur 2018-2023) ce qui suggère que ces délais se seraient plutôt réduits dernièrement.

Celui relatif aux délais de paiement des fournisseurs se redresse légèrement à -1 (+1 point).

👉 **Le solde d'opinion sur les délais de paiement des clients ayant diminué tandis que celui relatif aux paiements des fournisseurs augmente, le « solde commercial » subi par les PME / TPE s'améliore marginalement ce trimestre.**

FINANCEMENT DE L'EXPLOITATION COURANTE



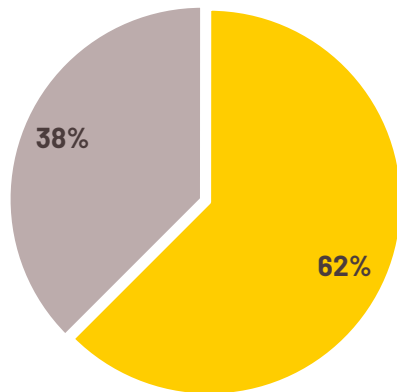
Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

- Oui
- Non
- Sans objet (aucun besoin)

62 % des PME / TPE ont eu recours au crédit pour financer leur exploitation courante, une proportion moindre qu'en août dernier (- 4 points) et qui s'avère sensiblement inférieure à sa moyenne de longue période (70 % sur la période 2018-2023).

% des répondants

Recours au crédit de court terme



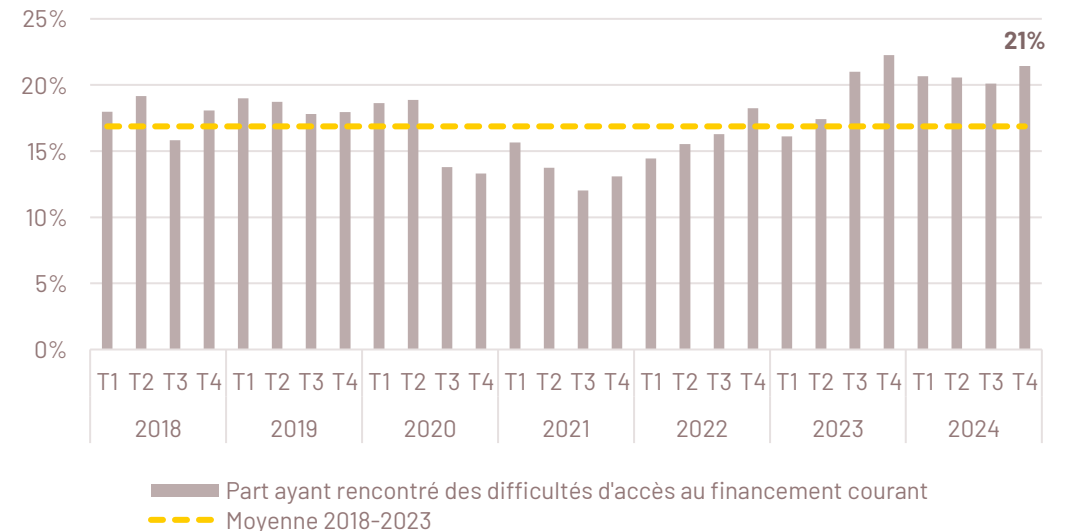
- Aucun recours au crédit de court terme
- Recours au crédit de court terme

Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi elles, 21 % déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au financement courant, une proportion qui s'accroît légèrement sur le trimestre et se révèle supérieure à celle observée sur longue période (17 % sur 2018-2023) comme sur la seule période préalable au Covid (18 % sur 2018-2019).

% des répondants

Difficultés d'accès au financement courant



Base : Répondants ayant eu recours au crédit de court terme
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

INVESTISSEMENT (1/2)

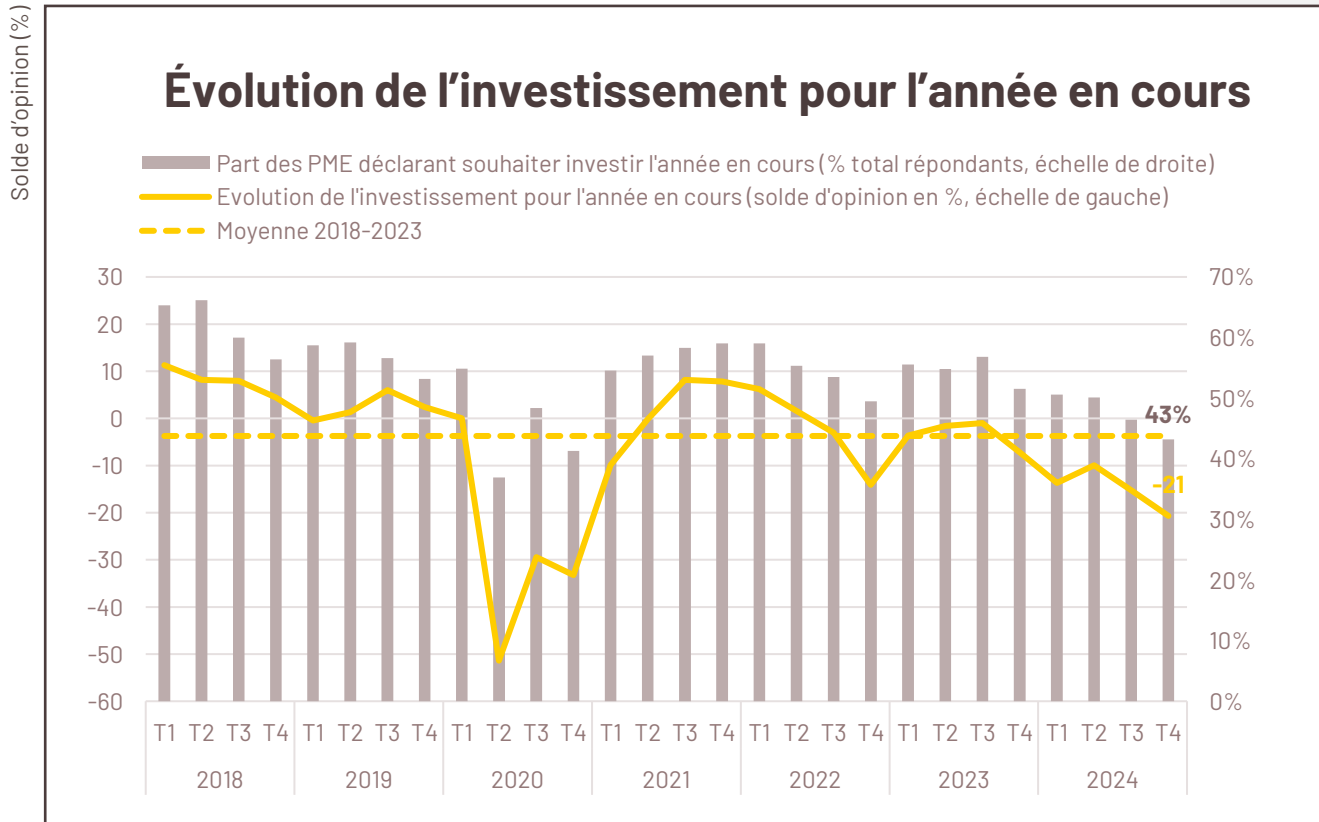


Comptez-vous investir cette année ?

- Oui
- Non

Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront... ?

- En hausse
- Stables
- En baisse



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Ce ne sont plus que **43 % des dirigeants de PME / TPE qui déclarent avoir investi ou comptent investir en 2024, une proportion en baisse de 3 points par rapport au trimestre précédent et en fort recul sur un an** (52 % au T4 2023, pour l'année 2023).

Les budgets d'investissement se réduisent également. C'est ce que suggère la baisse de 6 points sur le trimestre du solde d'opinion quant à l'évolution des montants investis. Ce solde avait déjà baissé de 5 points lors du trimestre précédent. Il s'inscrit à son plus bas niveau relevé hors année 2020. 38 % des dirigeants de PME/TPE qui envisagent d'investir ou ont investi en 2024 réduisent leur budget dédié à ces dépenses (+2 points sur un trimestre et +8 points sur un an) quand 17 % disent l'avoir augmenté ou envisagent de le faire (-4 points sur un trimestre et -6 points sur un an).

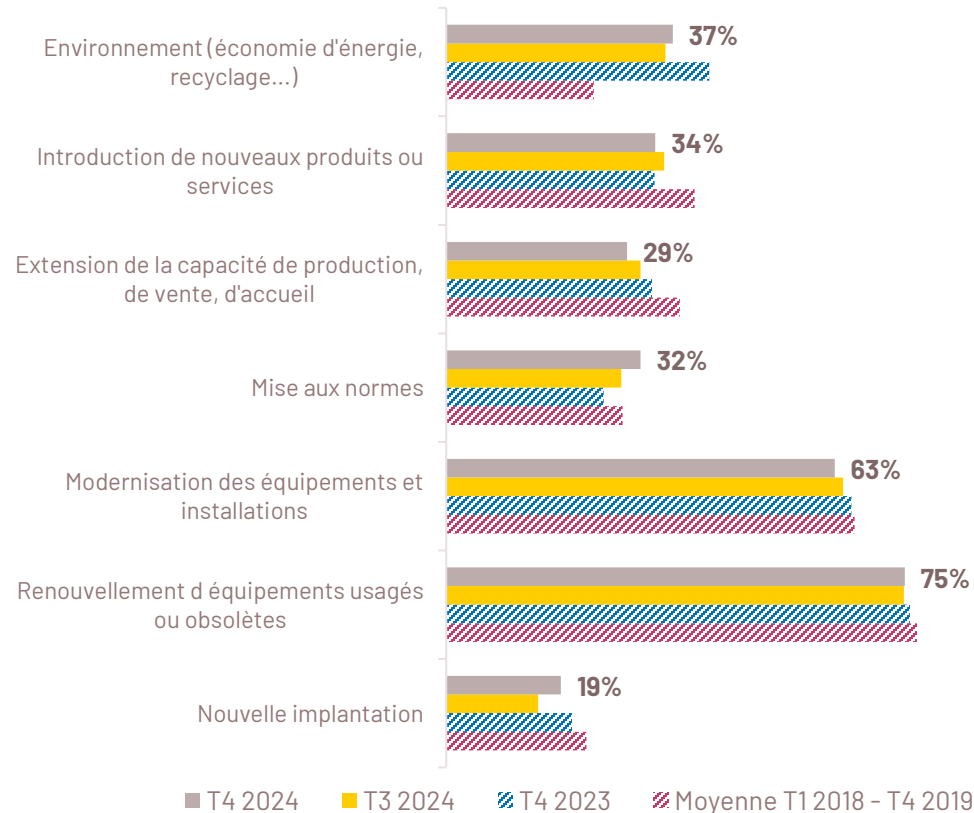
INVESTISSEMENT (2/2)



Si vous avez investi ou comptez le faire cette année, pour quelle(s) destination(s) ?

% des répondants

Principales destinations des investissements



Base : Répondants comptant investir en 2024
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les motivations d'un investissement en perte de vitesse répondent moins que par le passé à un objectif d'extension de capacité de production de vente ou d'accueil (pour 29 % des dirigeants qui investissent) ou d'introduction de nouveaux produits et services (34 %). Ces deux modalités sont moins citées qu'au trimestre précédent et s'écartent assez nettement des modalités moyennes de réponse telles qu'elles pouvaient être observées avant Covid (-9 et -6 points respectivement).

L'objectif de mise aux normes progresse assez sensiblement depuis un an : 32 % des dirigeants investissent à cette fin, contre 26 % un an auparavant (et 29 % en moyenne pré-Covid).

Les objectifs de modernisation des équipements et installations ainsi que de renouvellement des équipements usagés ou obsolètes demeurent les plus fréquemment cités par les dirigeants de PME/TPE sans s'éloigner significativement de la modalité moyenne de réponse du passé.

La montée en puissance régulière depuis trois ans de l'objectif environnemental sous-jacent à l'investissement a été brutalement interrompue dans l'enquête réalisée en août. La baisse de cette modalité de réponse ne s'est toutefois pas accentuée dans l'enquête réalisée fin octobre : **37 % des dirigeants de PME/TPE motivent leurs investissements par une démarche environnementale, ce qui reste nettement plus élevé qu'avant la crise sanitaire.**

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS



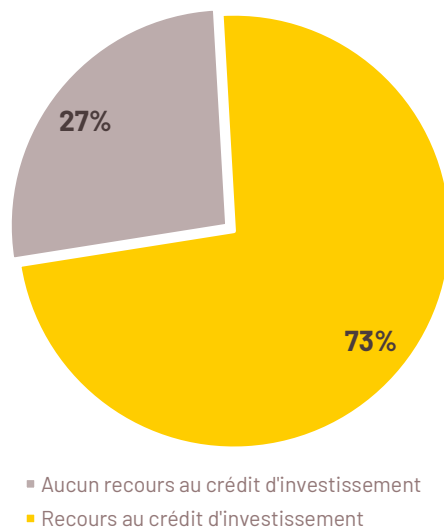
Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

- Oui
- Non
- Sans objet (aucun besoin de financement)

73 % des dirigeants de PME / TPE ayant l'intention d'investir au cours de l'année 2024 ou l'ayant déjà fait auraient recours au crédit pour financer leurs investissements. Cette proportion s'effrite par rapport au trimestre précédent (-2 points). Elle s'éloigne un peu plus par le bas de sa moyenne pré-Covid (82 %).

% des répondants

Recours au crédit d'investissement

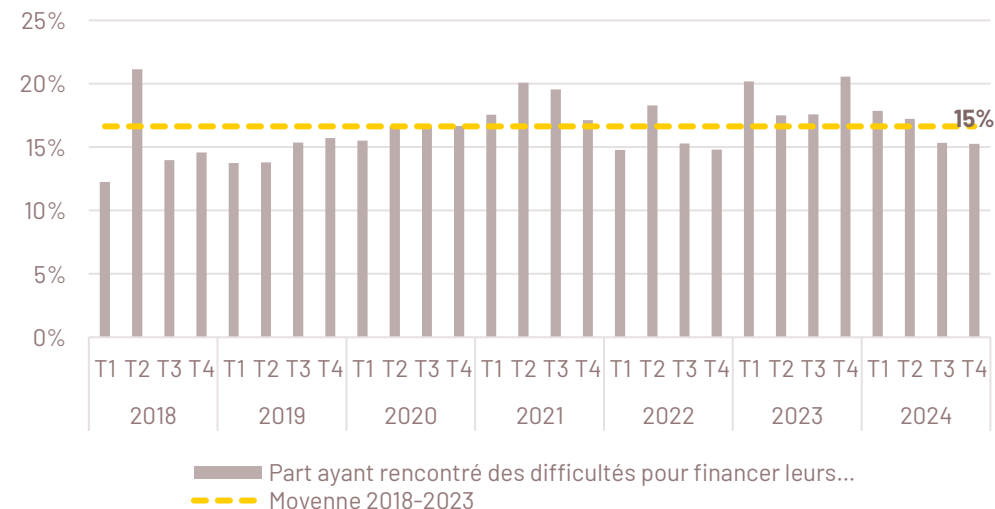


Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi eux, **15 % signalent des difficultés pour financer leurs investissements par les établissements de crédit**, une proportion stable sur le trimestre mais en baisse de 6 points par rapport à il y a un an. Elle s'inscrit 2 points sous sa moyenne de long terme.

% des répondants

Difficultés d'accès au crédit d'investissement

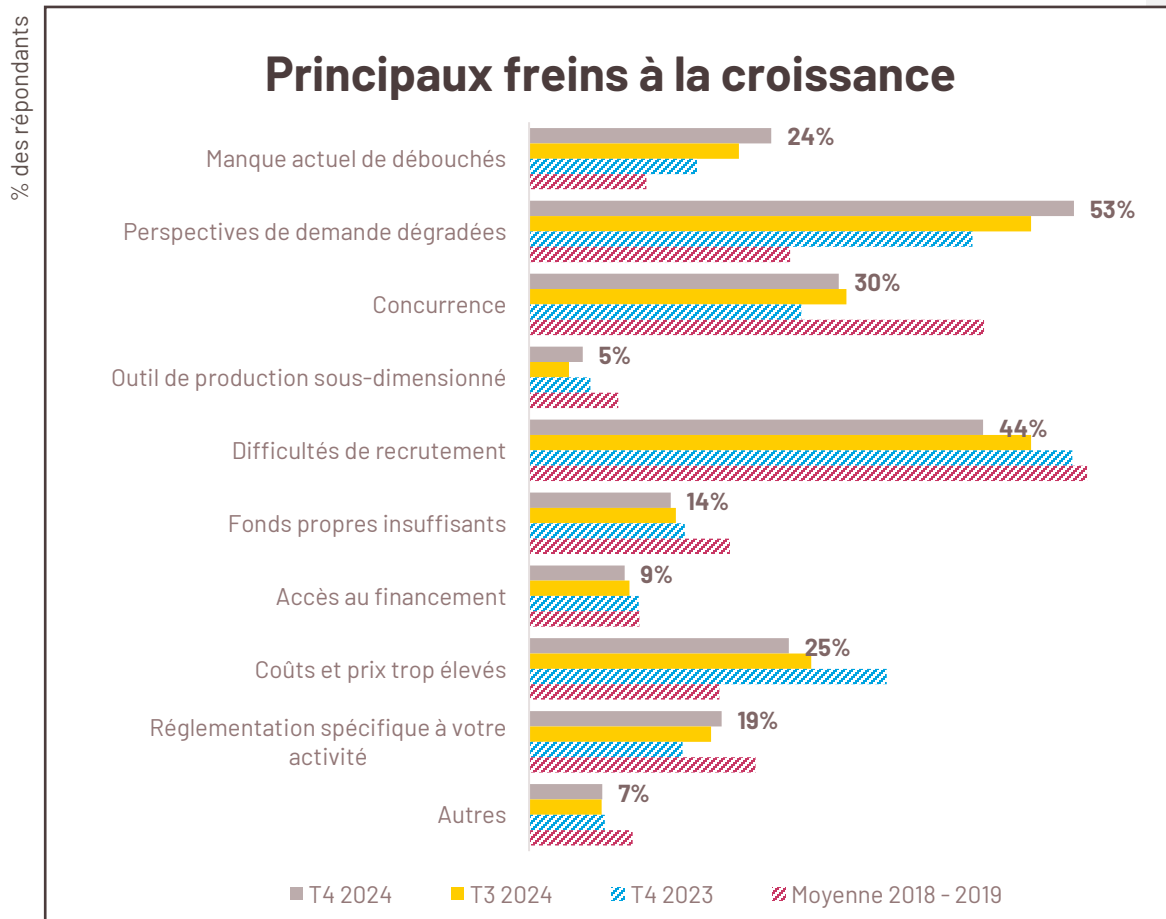


Base : Répondants ayant eu recours au crédit d'investissement pour financer des investissements en 2024
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

FREINS À LA CROISSANCE



Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les freins à l'activité penchent désormais franchement vers le versant de la demande plutôt que vers les contraintes d'offre, que ces dernières tiennent aux contraintes sur les recrutements ou à la taille de l'outil de production.

Plus précisément, **60 % des chefs d'entreprise estiment que la demande bride leur activité** (+5 points en un trimestre et 19 points de plus que la moyenne relevée de 2018 à 2023). 24 % d'entre eux estiment que cette contrainte s'exerce d'ores et déjà (+4 points), 53 % l'anticipent (+4 points). Les difficultés de recrutement contraignent encore l'activité de 44 % des chefs d'entreprise, mais c'est 5 points de moins que dans l'enquête réalisée en août et 10 points de moins qu'avant Covid (en moyenne sur 2018-2019).

Le contexte économique marqué par une bien moindre inflation aboutit à ce que les coûts et les prix pèsent moins sur l'activité que cela n'était le cas il y a encore un an (25 % les citent comme un frein à l'activité, -10 points par rapport au 4^{ème} trimestre 2023). **Le niveau de concurrence demeure le 3^e frein à la croissance, mentionné par 30 % des dirigeants.** Alors que les perspectives d'investissement s'affaiblissent, l'insuffisance de fonds propres n'est mentionnée comme frein à l'activité que par 14 % des dirigeants (-3 points par rapport à la moyenne 2018-2023).

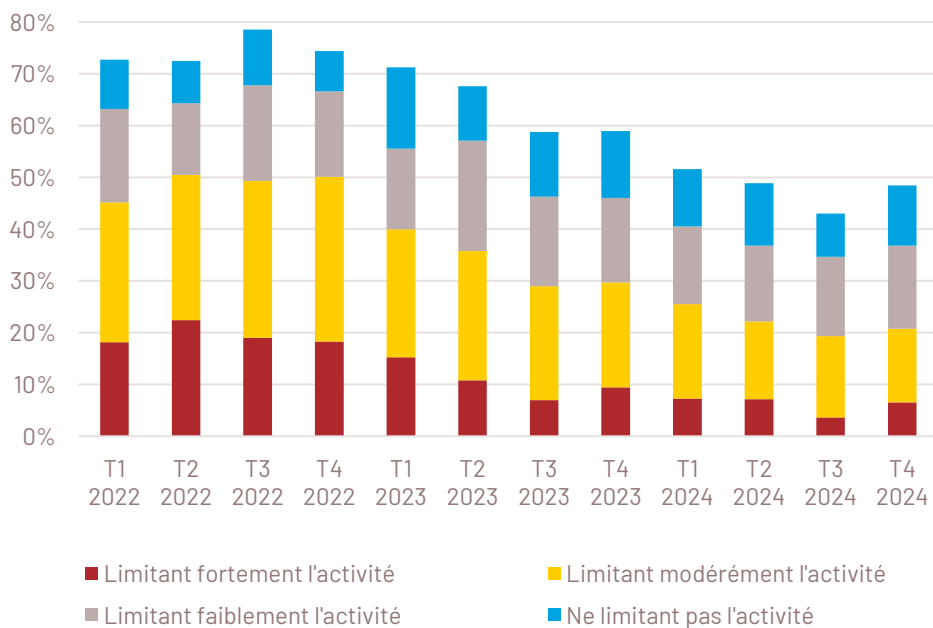
Le niveau de réglementation spécifique à l'activité est perçu comme un frein à la croissance par 19 % des dirigeants (+4 points en un an). Il revient également fréquemment parmi les freins à l'activité évoqués de manière écrite en réponse au questionnaire avec la complexité administrative.

DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT



- Êtes-vous confrontés à des difficultés d'approvisionnement (hausse de prix des intrants, hausse du coût du transport, allongement des délais de livraison, pénuries, etc.) ?

Part des dirigeants rencontrant des difficultés d'approvisionnement



48 % des répondants déclarent faire face à des difficultés d'approvisionnement (y compris hausse de prix/coûts, +5 points sur le trimestre). Le relâchement de ces contraintes qui s'observait depuis le pic atteint à l'été 2022 semble ainsi interrompu. 26 % n'y sont pas confrontés et 31 % se disent non concernés par ces difficultés spécifiques.

La part des PME / TPE jugeant que ces difficultés affectent fortement ou modérément leur activité remonte un peu, à 21 % (+2 points).

Base : Ensemble des répondants (échantillon redressé)

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode



2

FOCUS - INCERTITUDE EN TERMES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET FISCALITÉ

IMPACT DE L'INCERTITUDE SUR LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE



• Craignez-vous un impact négatif du contexte d'incertitude en termes de politique économique sur l'activité de votre entreprise ?

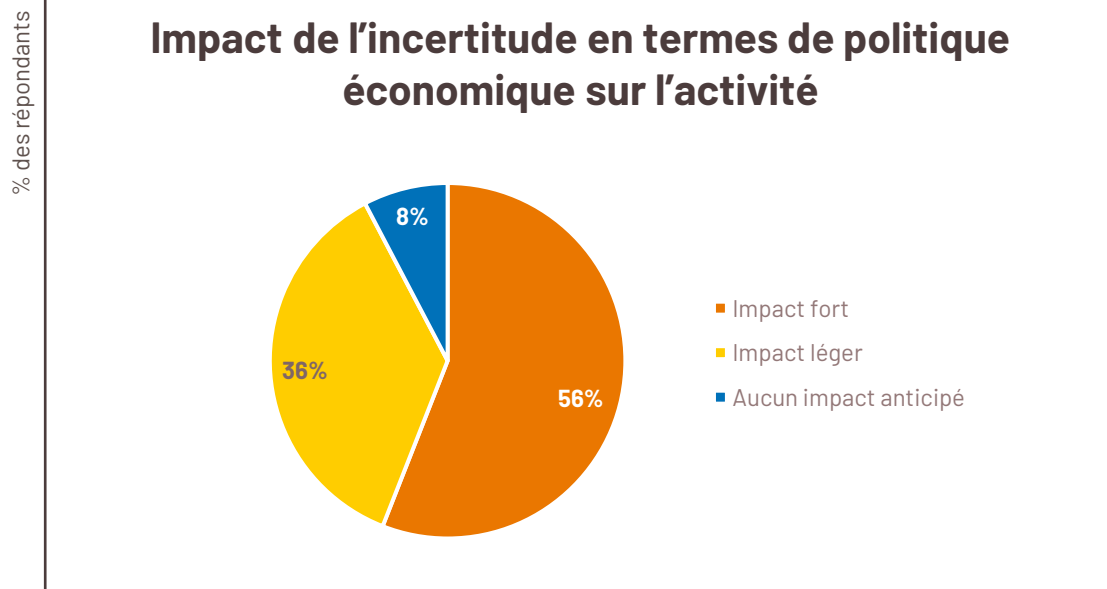
Oui, un impact fort / Oui, un impact léger / Non, pas d'impact anticipé

• Compte tenu de l'incertitude en termes de politique économique, quelles sont vos intentions vis-à-vis des éventuels projets d'embauches et d'investissement de votre entreprise ?

Maintien / Report / Annulation / Non concerné (pas de projet)

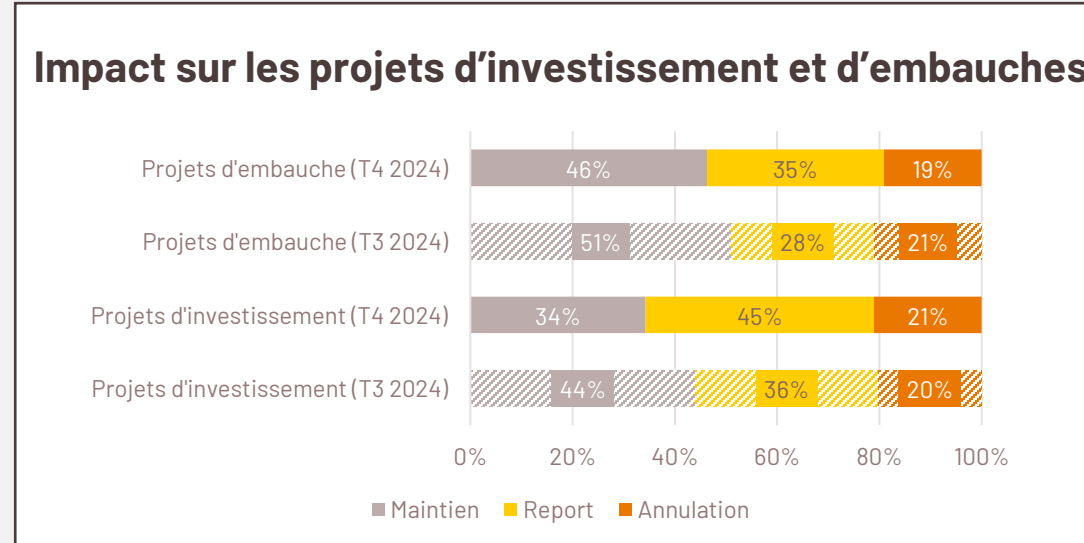
56 % des répondants estiment que le climat d'incertitude en termes de politique économique depuis la dissolution de l'Assemblée Nationale en juin dernier a un impact négatif fort sur l'activité de leur entreprise (+5 points par rapport à l'enquête d'août).

36 % estiment que cet impact demeure léger (+2 points) et 8 % ne voient pas d'impact spécifique (-10 points).



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Respectivement 34 et 46 % des chefs d'entreprise qui avaient des projets d'investissement et/ou d'embauches comptent les maintenir en dépit de l'incertitude relative à la politique économique. Ces proportions sont en baisse de respectivement 10 et 5 points par rapport à l'enquête réalisée en août. 45 et 35 % respectivement prévoient en revanche de les reporter (soit +9 et +7 points resp.), 21 et 19 % de les annuler (proportions quasiment stables).



Base : Répondants qui ont / avaient des projets d'embauches (resp. d'investissement)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

FISCALITÉ PASSÉE

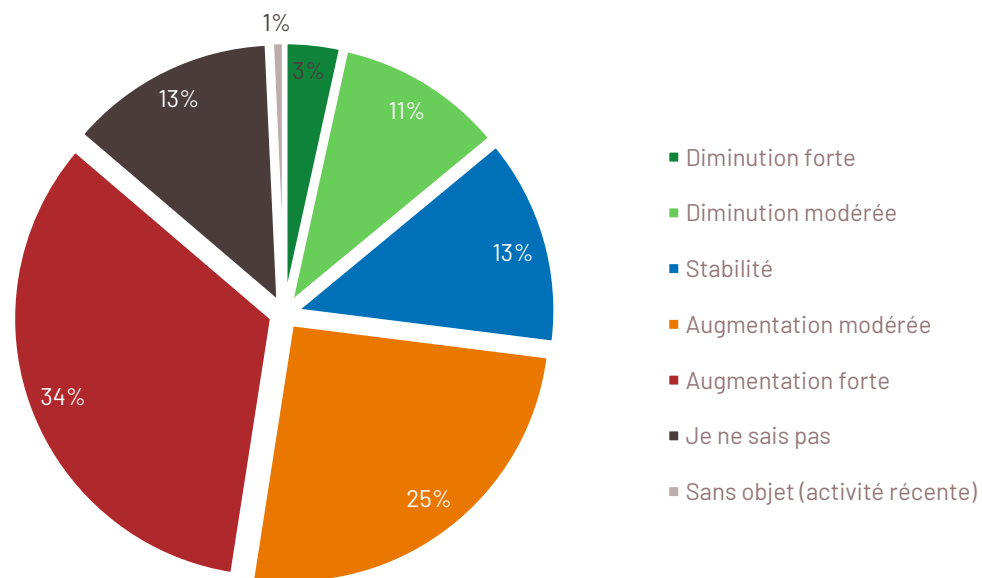


• En comparaison à la situation d'il y a dix ans, comment ont évolué les taux de prélèvements fiscaux et sociaux qui touchent votre entreprise ?

Ont diminué fortement / Ont diminué modérément / Sont restés stables / Ont augmenté modérément / Ont augmenté fortement / Je ne sais pas / Sans objet (activité récente)

% des répondants

Evolution des taux de prélèvements fiscaux et sociaux touchant votre entreprise sur 10 ans



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Une décennie après le tournant de la politique de l'offre impulsé par le rapport de Louis Gallois, **les trois-quarts des dirigeants de PME/TPE déclarent que les taux de prélèvements fiscaux et sociaux sur leurs entreprises n'ont pas baissé au cours des dix dernières années.** Un tiers (34 %) relèvent même qu'ils ont fortement augmenté durant cette période. 14 % rapportent à l'inverse une diminution – dont seulement 3 % une forte diminution. 13 % des dirigeants de PME/TPE ne savent pas comment les prélèvements dont ils s'acquittent ont évolué au cours des dix dernières années.

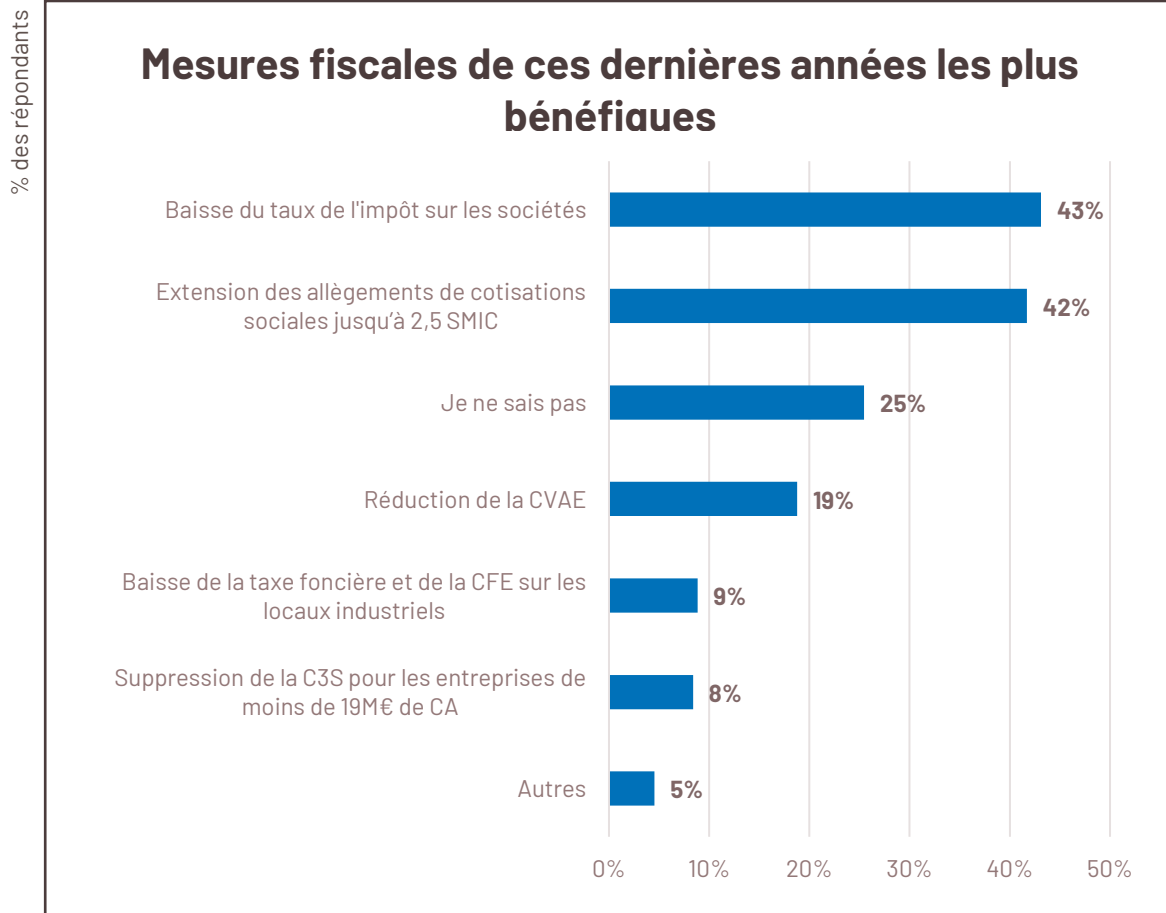
Les dirigeants de PME d'au moins 10 salariés sont plus nombreux à constater une diminution modérée ou forte de leurs taux de prélèvements fiscaux et sociaux (19 %) que ceux de TPE (13 %). Ces derniers sont à l'inverse plus nombreux à constater une hausse forte ou modérée (60 %) que les dirigeants de plus grosses PME (56 %).

Les entreprises de l'industrie rapportent des évolutions similaires à la moyenne tous secteurs confondus, 14 % d'entre elles ayant constaté une diminution de leurs taux de prélèvements sociaux et fiscaux en dix ans contre 59 % une augmentation.

FISCALITÉ RÉCENTE



• Selon vous, quelles mesures fiscales mises en place ces dernières années ont été les plus bénéfiques au développement de l'activité de votre entreprise ?



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi les mesures fiscales les plus bénéfiques de ces dernières années, la baisse de l'impôt sur les sociétés (IS) est citée en premier par les PME/TPE (43 %), suivie de près par l'extension des allègements de cotisations sociales employeur jusqu'à 2,5 SMIC (42 %).

Les PME d'au moins 10 salariés citent plus souvent que les TPE (1 à 9 salariés) la baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) parmi les mesures les plus bénéfiques (27 % contre 17 %), les autres réponses étant relativement proches entre les deux catégories. Les TPE sont néanmoins plus nombreuses à ne pas identifier les mesures les plus bénéfiques pour elles (27 % contre 16 %).

Les PME/TPE industrielles sont plus nombreuses à identifier l'extension des allègements de cotisations employeur jusqu'à 2,5 SMIC comme mesure la plus bénéfique (53 %, contre 42 % en moyenne tous secteurs confondus). C'est la première mesure citée dans ce secteur, loin devant la baisse du taux d'IS (41 %). Elles sont également plus nombreuses que la moyenne à mentionner la baisse de la taxe foncière et de la cotisation foncière des entreprises (CFE) sur les locaux industriels (16 % contre 9 % en moyenne) et la réduction de la CVAE (22 % contre 19 % en moyenne) comme principales mesures fiscales leur ayant bénéficié.

Sont mentionnés dans la catégorie « autres » : l'aide à l'apprentissage, le crédit impôt recherche, le crédit d'impôt innovation, la prime de partage de la valeur, la baisse de l'accise électricité, le prélèvement forfaitaire unique.

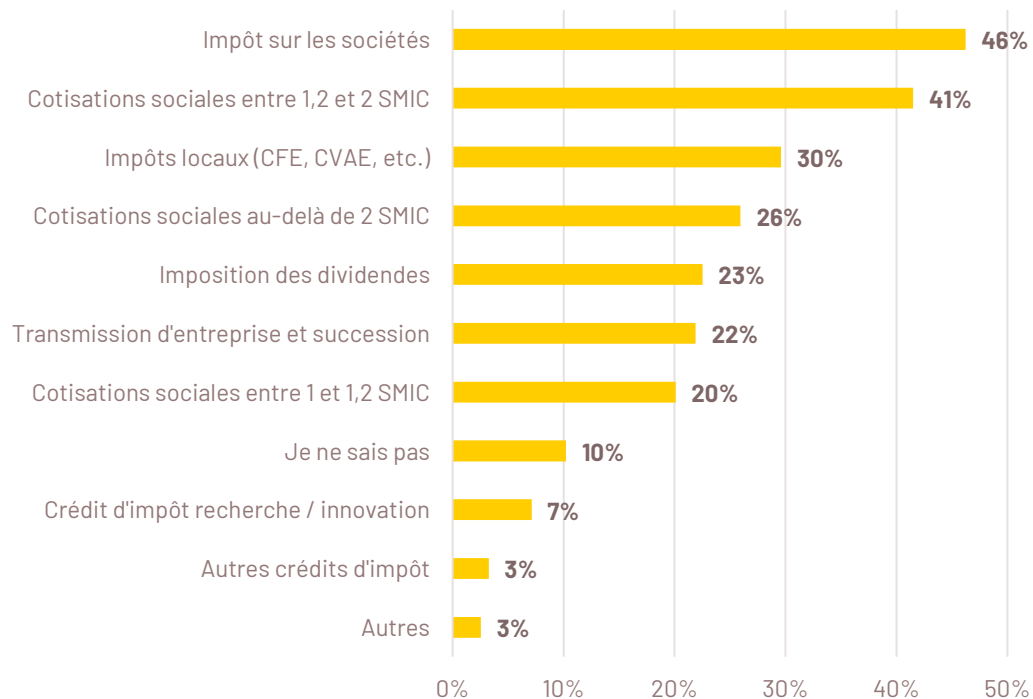
ÉVOLUTION DE LA FISCALITÉ



• Quel aspect de la fiscalité aurait l'impact le plus fort sur la compétitivité / le bon développement de votre entreprise ?

% des répondants

Aspect de la fiscalité ayant le plus fort impact sur le développement de l'entreprise



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les dirigeants de PME/TPE identifient en premier l'impôt sur les sociétés (46 %) puis les cotisations employeurs entre 1,2 et 2 SMIC (41 %) comme les prélèvements pour lesquels une éventuelle hausse serait la plus pénalisante pour leur entreprise, suivi par les impôts locaux (30 %) et les cotisations employeurs au-delà de 2 SMIC (26 %).

L'imposition sur les dividendes et celle sur les transmissions et succession sont identifiées par un répondant sur cinq comme des hausses de fiscalité qui seraient particulièrement pénalisantes pour leur entreprise.

Les PME d'au moins 10 salariés considèrent les hausses des cotisations sociales entre 1,2 et 2 SMIC et au-delà de 2 SMIC davantage pénalisantes que les TPE (resp. 46 % et 30 %, soit +5 points par rapport aux TPE). Elles seraient aussi plus souvent handicapées par une remise en cause du crédit impôt recherche ou du crédit impôt innovation (15 % contre 6 % pour les TPE). A l'inverse, les dirigeants de TPE redoutent plus souvent d'être pénalisés par une hausse de l'imposition des dividendes (24 % d'entre eux) que ceux des PME d'au moins 10 salariés (17 %).

Les PME/TPE de l'industrie seraient relativement plus pénalisées que celles des autres secteurs par une hausse des cotisations entre 1,2 et 2 SMIC (51 % d'entre elles), qui est d'ailleurs la principale modalité citée pour ce secteur. Elles seraient également plus affectées par une réduction des crédits d'impôts (CIR/CII : 11 % contre 7 % en moyenne ; autres crédits d'impôt : 5 % contre 3 %) et, dans une moindre mesure, par un alourdissement des impôts locaux (31 % contre 30 %).

A large, abstract yellow graphic on the left side of the slide, consisting of several overlapping, rounded shapes that create a sense of depth and movement. A blue circle containing the number 3 is positioned on top of the graphic.

3

MÉTHODOLOGIE



Interrogation par voie numérique de **3 586** dirigeants de PME/TPE du **15 au 27 octobre 2024**.

L'analyse en première partie porte sur les **1053** premières réponses jugées complètes et fiables reçues. L'analyse en seconde partie porte sur **1050** PME/TPE, dont les réponses ont été redressées par taille d'effectif et secteur d'activité.

Champ : PME/TPE des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

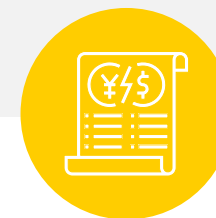
Le questionnaire récurrent (hors interrogation sur les conséquences de l'incertitude politique et la fiscalité) comporte **10 questions autour de trois axes**.



**TRÉSORERIE, DÉLAIS DE PAIEMENT,
FINANCEMENT COURT TERME**



**INVESTISSEMENT, FINANCEMENT
DE L'INVESTISSEMENT**



**FREINS
À LA CROISSANCE**

DÉFINITIONS

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

Indicateur en évolution = [(x % « en hausse ») - (y % « en baisse »)] X 100

Indicateur en niveau = [(x % « bon / aisé ») - (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100%, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.



4

AU SUJET DE... BPIFRANCE LE LAB ET REXECODE



Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Bpifrance Le Lab est un agitateur d'idées pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la startup à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un conseil d'orientation composé de personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

www.lelab.bpifrance.fr



Rexecode

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 60 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif ainsi que sur les voies et moyens d'une transition énergétique compatible avec le développement de l'économie.

www.rexecode.fr

